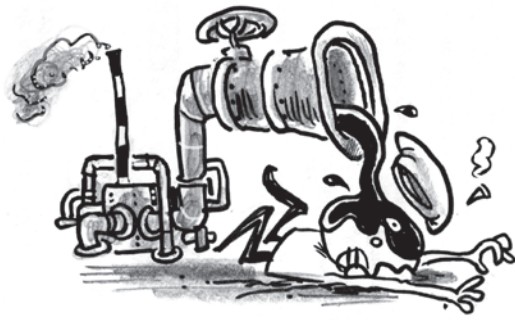




la lettre à
LOLU



Garanti sans gluten ni exhausteur de ragoût ni rien irrégulomadaire satirique N° 101, juillet 2018

Total se tuyaute souple

La raffinerie de Donges ignore le danger. Surtout s'il lui coûte un bras. **p.5**

Bonne guerre

Mourir vivant, tout un art

L'obsolescence programmée de l'ancien combattant inquiète.

ON manque de combattants désaffectés. «Aujourd'hui les plus jeunes adhérents de l'UNC [Union nationale des combattants] issus de l'AFN [Afrique du Nord] sont âgés de 75 ans, la moyenne d'âge étant de plus de 80 ans. Si on veut pérenniser l'institution, il faut s'ouvrir sur la société civile, non combattante», dit son président en Loire-Inférieure (*Presse-O*, 09/05), un gamin de 67 ans qui n'a pas été au front, et reconnaît qu'il est là par raccroc, n'étant que «soldat de France», du nom de l'«Association de soutien à nos soldats en opération». En fait, l'opération en cours, c'est l'addition des bidasses et des secouristes, des pompiers et abonnés à *Militaria* magazine, pour faire nombre. Une bonne guerre, voilà la vraie solution pour regonfler les effectifs d'adhérents avec des rescapés.

Bravo la bravoure

Ancien combattant, c'est déjà une lourde charge, mais épouse de, c'est encore plus héroïque. Faut repasser le drapeau à franges de monsieur, laver les bavures de vin d'honneur sur la chemise, le réveiller après la minute de silence, retrouver sa casquette oubliée dans le car de la sortie au mont Saint-Michel. Plus qu'un dévouement, c'est un combat. À Missillac, l'association des anciens battants a remis trois pendentifs de la croix d'Agadez (Croix du sud touareg) à trois dames, «pour l'accompagnement et le soutien aux activités de leur époux» (*Presse-O*, 12/05). L'an prochain, on médaille les maris pour avoir supporté l'activité des médaillées. ■

START-UP: ÇA PÉDALE DANS LE YAOURT

Le vénéré boom des start-up nantaises, numériques et forcément innovantes, tourne au pschit. Voire au bullpshit. Emplois jetables, exploitation sous des apparences si cool, 90% d'échec des projets, petits arrangements dans l'écosystème, robotisation supprimant des emplois... Siliconnerie-sur-Loire, avec tout le soutien de Nantes métropole.

► pages 2 à 4



Vietnam qui vive

L'HEBDO réac *Valeurs actuelles* avait fait une fixette vietnamienne sur les dangereux zadistes armés jusqu'aux dents. D'abord en fantasmant «un important stock de munitions arrivées de toute l'Europe, réparti dans deux dépôts» et d'extravagantes «armes lourdes» à «Notre-Dame-du-Vietnam» (9/12/2017), dont les fameux et totalement imaginaires «pièges à la vietnamienne pour couper les pieds» des gendarmes. Jusqu'à qualifier le «bourbier» de cette «guérilla rurale sans limite» de «Vietnam politique» (19/04/2018). Tous articles signés par Louis de Ragueneil, un «journaliste» qui a été monsieur réseaux sociaux au ministère de l'Intérieur puis à la direction de la police. Mais jamais en poste à Hanoï. L'imposteur. ■

Admettez tout de même, très cher, que votre idée de start-up disruptive de bioglyce d'appartement aura manqué d'un sérieux positionnement marketing



Numéricus

Le start-up système patine

L'envolée des start-up nantaises s'amenuise. Mais la métropole mise toujours à fond sur le numérique innovatif.

Il suffit d'une idée innovante. Par exemple des sushis de plage réalisés par une imprimante 3D portable, ou un service de livraison 24h/24 de maillots de bain polyamide gonflables. C'est la base du *start-up*. Après, c'est *up*. À Nantes mi-juin, la 10^e édition du Web2day a reçu une *guest star*, le pdg de Blablacar, et une injonction: «prendre conscience du rôle des start-up dans le cours du monde». Ou comment devenir Gafa, googlappellifié, fesseamazoné depuis la cité des Trouduc de Bretagne.

Profilages

On nous rebat les oreilles avec le numérique et les start-up. Et on nous fait les poches pour les aider à recruter. Le 31 mai, les collectivités Angers, Brest, Nantes, Rennes et Saint-Nazaire ont craqué 50000€ pour trois heures de drague, finançant 18 start-up provinciales pour débaucher des numéroteurs parisiens, dans une guinguette numérique du 13^e arrondissement. «À la recherche de profils qualifiés pour des postes stratégiques à pourvoir à six mois». Cet événement «décontracté, ambiance afterwork» s'appelait «La Rue vers l'Ouest. Les pépites de la tech recrutent», soit une entreprise immorale de débauche. Il s'agit de détourner de leur patron des «cadres dirigeants, business developers, data scientists» aguerris. La chasse est ouverte.

Proactivité

Dans cette compète capitalis-

tique aux airs de course de fonds, on s'active frénétiquement. Nantes-Saint-Nazaire Atlantique développement⁽¹⁾ et la très choyée cantine numérique⁽²⁾ font la promo de l'école privée Wild code school qui ouvre bientôt et facture 6000€ une formation de *data analyst* ou *product manager* en trois mois. Même tarif pour une «formation intensive pour devenir développeur» en cinq mois. Sinon, l'Auran, l'agence d'urbanisme de l'agglomération, doit reconnaître que les chiffres du *start-up land* local sont dopés par l'ubérisation des livreurs de bouffe tiède en boîte à bretelles et des auto-exploitations en simili taxi: «La hausse des créations d'entreprises dans la métropole nantaise se matérialise donc en partie [60%] par la multiplication des livreurs à vélo et des véhicules de transport avec chauffeur, en grande majorité micro-entrepreneurs» et que la belle dynamique de nouvelles start-up s'émousse: «L'année 2017-2018 marque néanmoins un ralentissement des créations avec 30 entreprises enregistrées» soit 40% de moins que les deux années précédentes. Selon l'Auran, c'est parce qu'on aurait atteint un niveau d'équilibre des projets (ce qui est une grave mise en cause de l'idée de croissance effrénée et de la projectologie proactive), et l'ère serait à la prudence: «Les entrepreneurs favorisent les tests usagers et la mise à l'épreuve de leurs solutions avant d'officialiser leur projet de création de société qui intervient plus

en aval.» Manière de traiter leurs prédécesseurs d'irresponsables aventuriers.

Problématique

Cette baisse du start-upisme contraire, avec un effet pervers de la courbe de croissance qui débande, une «intensification de la concurrence sur l'accompagnement des startups entre les incubateurs, accélérateurs et autres dispositifs assimilés».

Autrement dit, on cherche tellement à favoriser ces jeunes pousses qu'on en rajoute, ce qui «peut créer un effet d'aubaine pour les porteurs de projets et nuire à la lisibilité du parcours de l'entrepreneuriat»⁽³⁾.

D'autant que ça contrarie le chauvinisme: «Un déséquilibre entre l'accueil de projets exogènes [venant d'autres départements], et l'accompagnement de projets endogènes au territoire [du cru, quoi] constituerait un facteur de fragilité par la Tech nantaise». Il est temps d'instaurer un protectionnisme des tapis rouges déroulés sous les pompes des jeunes loups. ■

Emma Nuel-Micron

⁽¹⁾ 2,75 millions d'euros de subvention de Nantes métropole pour 2018.

⁽²⁾ 526 000€ de Nantes métro et la Région en 2015, 150 000 exceptionnels après l'incendie de novembre 2016, 479 000€ par convention avec Nantes métro en 2017)

⁽³⁾ «Un nouveau cap pour l'écosystème des start-up». Synthèse de l'Auran n°26, juin 2018.



Criticulture

Le super nul du bureau d'à côté, en fait c'est moi. Si vous ne vous posez pas la question «Devrait-on cesser de critiquer nos collègues?», *Ouest-France* (21/04) le fait pour vous et vous libère de ce poids. Surtout avec la réponse du psy interviewé: «On découvre derrière la critique ce que l'on veut finalement exprimer à propos de nous-mêmes.» Penser que votre supérieur vous pousse au *burn out*, c'est donc admettre votre propre erreur: ne pas être ignifugé. ■

Profitation

Du cash et du crash

Start-up nation, innove nation, smart précarité, c'est quoi c't'embrouille?

Le mot innovation sert de totem. On ne peut qu'entrer en vénération. Tentons juste un pas de côté pour voir le cadre, le vrai: «Le capitalisme désacralise tout, vole le monde des merveilles et ne nous le rend que sous la forme d'un vulgaire marché», écrit Antonio Garcia Martinez, ancien de Goldman Sachs, auteur de *Chaos Monkeys*. Le monde merveilleux des plates-formes web s'emploie à capter les identités, aspire les personnalités en ligne pour les inventorier, les revendre au meilleur prix. C'est ce capitalisme bling bling, mythifié, qu'accompagnent les gouvernants locaux avec l'argent public. Ils mettent en selle et en scène quelques patrons dont le succès tient à l'exploitation souple de salariés, ou employeurs d'eux-mêmes, pressurés, tous mis en concurrence, mais à la coule, avec un skate dans l'entrée. Sous un verbiage du nec plus ultra de l'innovation et de la modernité, cette idéologie chimérique et fourre-tout

chère à Macron planque emplois jetables, contrats précaires, horaires à rallonge et suppressions d'emploi induites par l'offensive numérique. Selon une étude du très libéral M^e Kinsey Institute* «près de 60% des emplois pourraient être partiellement automatisés, à hauteur de 30% des tâches qui les composent. Nous estimons ainsi qu'en France, 47% des heures travaillées actuelles sont consacrées à des activités automatisables», tant pour les emplois peu qualifiés que pour les professions intellectuelles menacées par «les avancées de l'intelligence artificielle et du "machine learning"». Les zéloteurs du numérique tentent de se défendre avec le concept de «destruction créatrice» imaginé en 1942 par l'économiste Schumpeter. Ce qui supposerait que de nouveaux boulots seront générés par le numérique, les objets connectés, la robotisation. Mais c'est une simple hypothèse, une croyance déconnectée du futur. ■

* Dix enjeux cruciaux pour la France à l'horizon 2022, avril 2017.



Noble pop

Madame Rolland a fièrement inauguré un regroupement de sept écoles supérieures privées qui ont une même «vision populaire dans le noble sens du terme avec l'accueil d'étudiants en alternance et des actions pour le reclassement des chômeurs» (*Presse-O*, 27/06). Parmi ces écoles, au hasard, l'Ifag coûte de 6800 à 10600€ de frais de scolarité par an, l'Espi de 7600 à 8800€, l'Idrac 7800 à 9500€. Le populaire a drôlement augmenté. ■

À couteau tiré

N'y voyez pas l'éloge de l'égorgeage: «Sans inspecteur sur le terrain pour vérifier si c'est mis en place, les gens ne se sentent pas le couteau sous la gorge» (*Ouest-France*, 21/04). C'est pas la promo du coup de couteau qui coupe le cou, juste du tri du papier, obligatoire depuis janvier dans toute entreprise de plus de vingt fâcheux crasseux. ■

Fablablaba

Création d'une «plate-forme de valorisation économique et créative» dans les halles Alsthom, où caser fablab, espaces à coworker. Le conseil métropolitain du 13 avril 2018 s'en félicite évoquant une «nouvelle recherche d'économie du projet et d'optimi-

sation» se congratulant d'avoir limité le surcoût des travaux. Résultat: «le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération passe ainsi de 6878400€ TTC à 9548643,32€ TTC». Hop! De six à neuf millions... L'économie enfin vue sous un jour créatif. ■

Tirs croisés

À la fortune du pot

Trois numériciens exposent leur vision des conflits d'intérêts dilués en société anonyme.

LABELISÉ French tech en 2014, Nantes manque alors crûment de vrai accélérateur à effet énergisant. Il n'y avait que des incubateurs, ces petites couveuses pour startup. Coup de pot, débarque à Nantes un échappé de la Silicon valley. Rob Spiro, la quintessence du mythe silico-né, crée en août 2017 un incubateur privé, Imagination Machine, alias IM, société par actions simplifiée, capital 100€, siège social Château-Thébaud. Une poignée de start-up du monde entier y sera bichonnée trois mois, recevant 15000€ en cash (contre 6 à 10% du capital de la boîte créée) et plus ou moins 85000€ en études de marché, formations, définition produit.

Raide carpette déroulé

Un tapis rouge se déroule devant le héros yankee. À plus d'un tiers financée par les collectivités, la Cantine numérique héberge IM. En octobre 2017, Presse-O dévoile que trois boss de la Cantine* détiennent chacun 15% au capital d'IM. Gestion de crise: le trio sur la sellette annonce que la Cantine va vite créer un comité d'éthique pour scruter leurs casquettes multiples. Une «levée de fonds en cours» réduira leurs parts de capital, diluées par l'élargissement du tour de table. Mais, parallèlement, le trio remet au pot: «Moi j'ai mis 20000€, qui sont potentiellement perdus, puisque statistiquement neuf projets sur dix se plantent», dit Julien Hervouët à Lulu qui, huit mois plus tard, demande des nouvelles du comité. Miracle: le conflit d'intérêt s'est évanoui, le comité d'éthique jamais créé a été remplacé par un audit juridique du cabinet Fidal, déjà invité en mars 2016 par la Cantine pour dispenser ses conseils en «gestion sereine du contrôle fiscal». Faut bien draguer ses clients où il traînent.

Pas matière

Avant un «vote de confiance» des administrateurs

de la Cantine maintenant en place le trio, l'audit aura mobilisé deux avocates, nécessité une quinzaine d'entretiens, quatre mois de boulot. Conclusion: «Juridiquement, il n'y a pas matière à constater l'existence d'un conflit d'intérêt». Et moralement? «Imagination machine paie son loyer à la Cantine, comme les autres sociétés». 204€ par mois. «Ici c'est pas Paris, c'est un petit écosystème avec peu d'acteurs. Si on devait interdire les recoupements entre entreprises et conseils d'administration, on n'aura plus personne» plaide Hervouët.

Côté IM, le capital serait passé de 100€ à près de 900000€, mais le greffe du tribunal de commerce n'en a pas trace. «Sans doute un oubli du cabinet comptable...» s'étonne Hervouët.

Le régime de société anonyme permet de cacher qui sont les «40 entrepreneurs, dirigeants de start-up et capitaines d'industrie [qui] ont rejoint l'aventure IM en novembre 2017 diluant naturellement notre participation», selon Vincent Roux, fondateur et dirigeant d'une des sept premières start-up aidées: Fifty Truck, plateforme de cocamionnage, affiche même La Cantine en partenaire. Vincent Roux, administrateur de la Cantine, actionnaire d'IM cofinance donc Vincent Roux, DG de Fifty Truck dont il détient 30% des parts. «Je ne suis pas actionnaire majoritaire, se défend-il. D'autres industriels qui ont investi chez IM sont également accompagnés par Rob, ça ne choque personne parmi les investisseurs. C'est une société privée, sur fonds privés, qui prend les décisions qu'elle veut avec l'accord de ses associés...» Ca doit être de l'arrangement fifty fifty truc truc anonymous. ■

Jos Bezeff

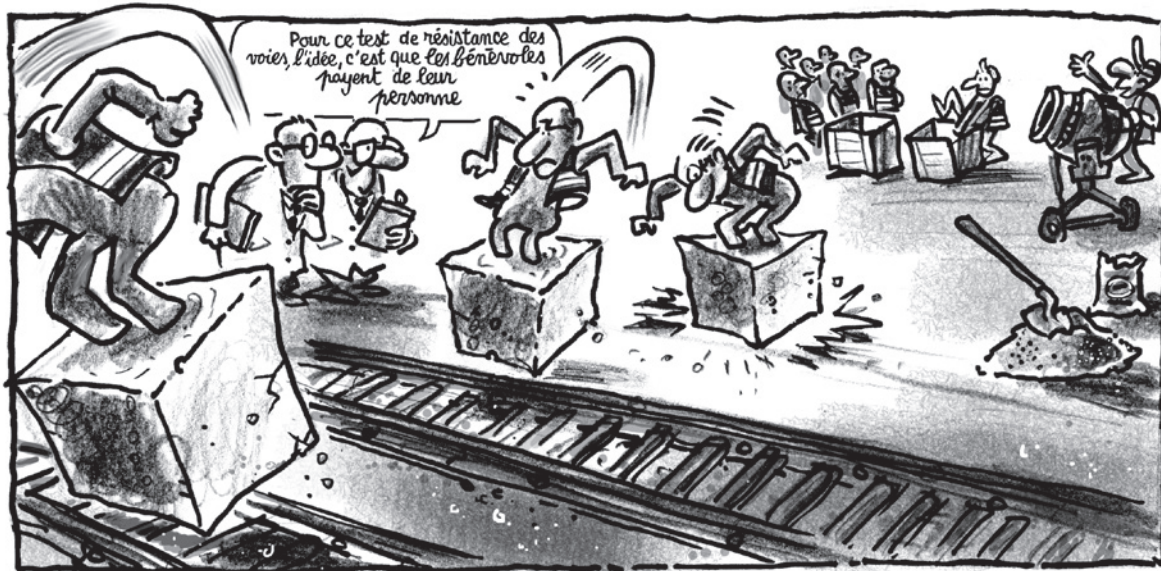
* Julien Hervouët, pdg d'iadvize préside la Cantine numérique; Adrien Poggetti la dirige; Vincent Roux pdg de Fifty Trucks en est administrateur. Tous sont actionnaires d'Imagination Machine.



Omelette spirotechnique

Bob Spiro, un succes story boy? Ben... euh.

SPIRO a d'abord lancé Aardvark, un moteur de recherche revendu à Google 50 millions de dollars, puis Good Eggs en 2011, un service d'épicerie bio, qu'il a quand même planté en quatre ans, fermant les services de New York, Los Angeles et New Orleans en 2015, laissant 140 salariés sur le carreau, sans compter des paysans qui dépendaient trop grandement de ces commandes. La boîte a survécu avec un nouveau PDG. On fait pas de start-up sans casser des œufs. ■



Circulez!

Contrats zéro euro

Job d'été: agent de circulation, civil, bénévole. Y'a pas de petit profil.

DÉBUT mars la Tan avait déjà annoncé des conducteurs recrutés chez les étudiants. Mais on va plus loin dans le lowcostisme en recrutant des «signaleurs» bénévoles «avec pour objectif sécuritaire de réguler circulation automobile et traversées piétons, les semaines les plus "chargées" des travaux» de l'été aux abords de la gare. Un chantier pourtant doté d'un budget de 15,1 millions d'euros financé par Nantes métropole. C'est une jeune association, Ouest Radio Assistance, qui fournit les volontaires à ce job non payé, mais bien cadré, selon trois plages horaires de deux heures et demie par jour, à partir de 6h45 du mat'. On peut prendre deux tranches, ou toute la journée soit sept heures 30 de service à l'œil. «Pas besoin de compétences, explique un respon-

sable de l'asso à un postulant. Ce qui motive les gens, souvent des chômeurs, comme moi, c'est d'être utile. Et le repas de midi est pris en charge. En revanche, avec Pôle Emploi, il vaut mieux être discret et ne pas dire qu'on fait du bénévolat...» Il fonctionne comme une petite entreprise, relançant les gens un dimanche pour remplacer au pied levé un désistement pour le lundi matin. Et les syndicats qui trouveraient bizarre ce travail gratuit? «Ah ça, c'est la Tan qui le gère...»

Côté Tan, le recours à ces bénévoles n'est finalement pas gratuit: «Pendant les travaux d'été l'ensemble de l'information et de la gestion des flux piétons est assuré par plusieurs intervenants: les agents terrains du Réseau Tan; des volontaires salariés du Réseau Tan; une prestation rémunérée d'intérimaires; puis effectivement, en com-

plément du dispositif, le Réseau Tan s'appuie sur l'expertise de Ouest Radio Assistance (gestion de prestations équivalentes auprès d'autres partenaires privés lors de manifestations sportives). Le Réseau Tan rémunère via un contrat l'association pour cette prestation.» Montant du contrat? Là, la Tan passe au silence radio: «Le contrat est réalisé entre cette association et la Semitan et ne regarde que ces deux parties.» Quatre semaines de ce boulot d'auxiliaire de la circulation, à raison de six signaleurs requis à chaque créneau, ça fait un planning de 1080 heures de travail non payées. En comptant au Smic avec les cotisations patronales, la Tan remplace une dépense de 11811€, soit 0,078% du budget du chantier, par un montant tenu secret. Moins la prime de précarité de 10% de zéro pour les impayables signaleurs. ■

Pognon télescopique

Manitou au paradis

L'asso Pognon-de-dingue-sans-frontières garde son siège à Ancenis, et ouvre une antenne en paradis défiscalisé.

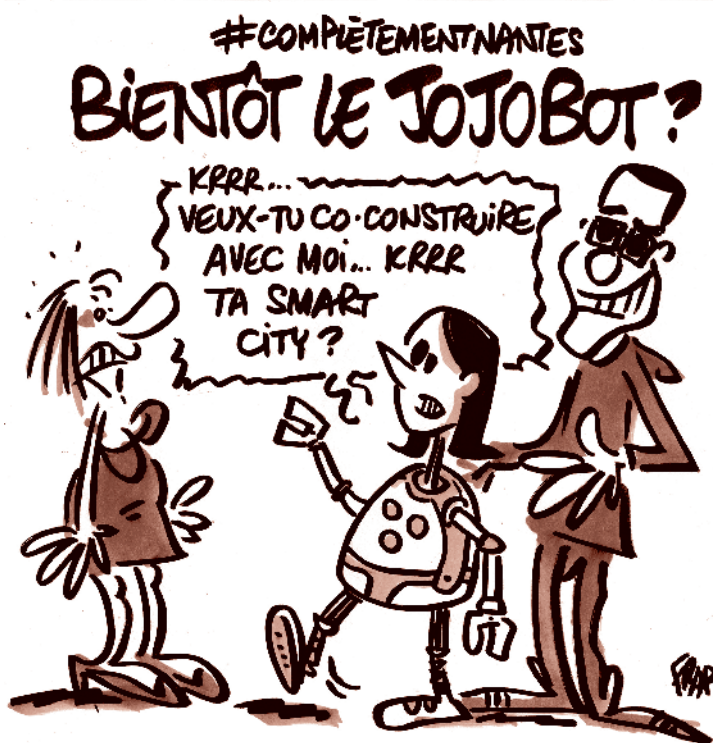
GROS moment d'émotion mécanique à venir chez Manitou à Ancenis. Le 3 septembre, les salariés seront régaliés d'une poignante cérémonie célébrant les 50 ans du «chariot à mât». Un raout organisé par la direction du leader mondial de l'engin de manutention. Tout a commencé par Alexandre Braud et ses juteuses mois' batt' en 1898. Son petit-fiston Marcel lance en 1958 le brave «A2480 V», machine tout-terrain dotée d'une «transmission à variateur hydraulique d'avancement». Une vraie corne d'abondance en francs, anciens et nouveaux, et en euros pour les rejetons. Marcel, 86 balais, et sa sœur Jacqueline Himsworth, 75 piges, les deux héritiers à la tête de la multinationale, pêtent les places de 231^e et 226^e au classement Challenges des plus grandes fortunes de France. Le millésime 2017 arbore un chiffre d'affaires record de 1591 M€, soit 19% de croissance. Et le carnet de commande est à bloc.

Sans doute gênée par un tel ruisellement, Jacqueline a choisi la Belgique pour léguer à ses quatre enfants une partie du pactole, comme le révèle une enquête de Mediacités (25/06)

à partir des données de la base du Consortium international des journalistes d'investigation. Sans doute par souci de discrétion que cultive la tribu mais pas que: le plat pays figure au deuxième rang des paradis fiscaux européens, selon l'ONG Oxfam. Pourtant, comme le souligne un agent du fisc interrogé par Mediacités, la France leur offrait un

régime de succession très favorable avec la loi Dutreil de 2003. Mais la paradisiaque Belgique propose en sus «l'exonération des plus-values réalisées sur cession d'actions» et un régime des dividendes très attractif. Comme d'hab', le montage s'appuie sur une cascade de holdings et des domiciliations pour échapper, cerise sur le portefeuille, à l'impôt de solidarité sur la fortune. L'héritage de la moissonneuse draine toujours un pognon de dingue. ■





Connecti cut!

La fin du légume humain

Un robot jardinier relié à un smartphone, c'est tentant. Surtout quand ça ne marche pas...

FARMBOT a foiré sa première sortie. Le 8 mai, carrière de Miséry, démonstration de robot jardinier et son potager connecté. Le hic, le robot qui est censé semer, arroser, désherber et filmer tout ça en direct ne marche pas. Au-dessus du bac plein de terre, une potence roulante, qui est supposée tout faire, mesurer l'hygrométrie de la terre, intégrer la météo et arroser les salades et les fraises avant la pluie. Le tout sous l'œil d'une caméra qui observe en permanence et en direct la poussée des poireaux et transmet ces images passionnantes au smartphone ou sur l'ordi du pilote à distance du potager qui est à quelques mètres de lui. Génial... Curieux que personne n'y ait pensé avant. Que personne n'ait imaginé que bientôt on ne pourrait simplement pas s'en passer.

À partir de données en open source, les étudiants en robotique et mécanique à l'IUT nantais ont refait un proto de robot potager. Un joujou en kit, à 3800€ quand même, né aux States en 2013, repris partout où on pense que c'est le remède pour «jardiner sans se fatiguer» et se délester d'une «activité chronophage. Un luxe que beaucoup d'adeptes à la main verte ne peuvent s'offrir, faute de temps libre. Farmbot est la solution» (Ouest-France, 19/07/2016). Bref le robot «rend le potager autonome, sans que la participation d'un humain soit nécessaire», selon l'asso Farmbot Nantes, soutenue

par Nantes City Lab et Nantes métropole qui ne doivent pas aimer le bon vieux maraîchage assisté par opérateur humain. Tant pis si le jardinage est par ailleurs vanté pour son rapport à la lenteur, au rythme des saisons, à une certaine compréhension des interactions d'un écosystème. Oubliez que, dans son débat sur la transition énergétique, Nantes métropole a par exemple vanté la permaculture «méthode de conception qui, appliquée à la production alimentaire, participe au développement de communautés humaines autonomes et résilientes, pérennes, proches de l'indépendance alimentaire. Basée sur la connaissance, sur les sciences les plus modernes croisées à des pratiques ancestrales, elle est d'abord pragmatique. La concentration des êtres humains et la distance d'avec la nature fait apparaître des comportements délétères pour les personnes et les communautés.»* Confier ses radis à un robot, dans une start-up-smart city, c'est déjà le top du top. Mais ça manque d'ambition: il est grand temps de confier tout à des robots connectés: amours, ivresses, plaisir de chanter à vélo, grasses matinées, dégustation du crumble de mamie. Libérer enfin du temps indispensable à la mise au point d'innovations indispensables. ■

Pierre Deudédu

* «La transition énergétique, c'est nous. Agriculture urbaine vivrière: quelles solutions en sol pour Nantes métropole?» mars 2017.

Auto mat!

Lions-robots, l'alliance alcoolique

POUR financer des robots, le Lions Club fait picoler dans un garage. C'est quoi c'embrouille? Les 26 et 27 mai, dans le garage Mustière mal remis de la faillite de son aéroport bocager, un «salon des vins et produits gourmands» lève son verre et des fonds pour refiler un chèque à l'asso nantaise Robots! et financer Rob Autisme, programme développé au Centre psychothérapeutique

pour grands enfants et ados du CHU, qui envisage «le robot comme une extension, qui prend automatiquement la personnalité de l'utilisateur, et non un compagnon». Le but, c'est que le robot Nao s'exprime à la place de l'autiste, sur la «technique du danseur d'ombre» chère aux manipulateurs des marionnettes à fils. La guilde pour l'autodétermination des robots s'insurge contre la manipulation. ■

Le logemensonge en 3D

Écolocale, la maison aux murs montés par un robot? Décryptage.

PREMIERS locataires pour la maison 3D made in Nantes. Trompettes! Une baraque «entièrement construite par un robot» (Ouest-France, 29/06). Entièrement? En fait le robot n'a monté que les murs, par couches de mousse expansive qui se rigidifie à l'air. Fenêtres, enduit, toiture, électricité, plomberie... tout le reste est traditionnel. Bien isolée, la maison annonce «30% d'énergie dépensée en moins». Possible pour la seule phase chantier. Mais question bilan global et proximité, c'est une autre fiction: «Une maison "circuit-court": le béton vient de Loire-Atlantique, le polymère de Vendée, les fenêtres du Maine-et-Loire.» Petit tour des logos du site du projet. Le béton est fourni par la multinationale Lafarge Holcim, qui vient de se faire toper pour financement de Daech afin de protéger son site de production en Syrie. Pas vraiment transition énergétique, le ciment (5% des émissions mondiales des gaz à effet de serre) est très glouton en charbon et en coke, cramés pour produire le clinker, importé de pays méditer-

ranéens ou scandinaves, broyé en Loire-Inférieure pour finir béton de prétendue proximité. Miracle de la pétrochimie, non renouvelable par définition, le polymère est fourni par Covestro, ex-Bayer MaterialScience, filiale du géant de la chimie allemand, siège social à Leverkusen, qui vient d'absorber le très écolo Monsanto. Mis en œuvre par PRB, boîte basé aux Achards, cette mousse chimique devient magiquement vendéenne. PVC à l'intérieur, alu à l'extérieur, les

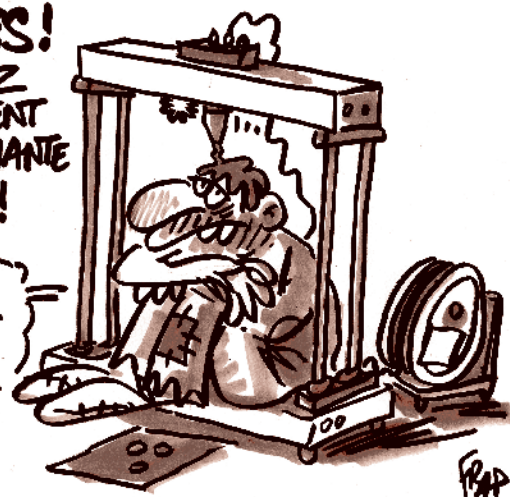
neuf fenêtres viennent de chez Bouvet, basé à La Membrolle-sur-Longuenée, Maine-et-Loire, comme la porte d'entrée en alu monobloc. Le plastique PVC, alias chlorure de polyvinyle, et l'alu produit à base bauxite et très gourmand en électricité ne sont pas réputés les plus écolos. La bauxite a épuisé ses réserves en France en 1991 et les usines d'extraction ont toutes fermé. L'essentiel vient de Chine. La porte à côté, comme on sait. ■

Robert Troidé-Concassé

Robobard

PAUVRES! HABITEZ DIRECTEMENT UNE IMPRIMANTE 3D!

AVEC TOUT LE CONFORT MODERNE...



neuf fenêtres viennent de chez Bouvet, basé à La Membrolle-sur-Longuenée, Maine-et-Loire, comme la porte d'entrée en alu monobloc. Le plastique PVC, alias chlorure de polyvinyle, et l'alu produit à base bauxite et très gourmand en électricité ne sont pas réputés les plus écolos. La bauxite a épuisé ses réserves en France en 1991 et les usines d'extraction ont toutes fermé. L'essentiel vient de Chine. La porte à côté, comme on sait. ■

Soude caustique

Film de cobot aux Chantiers

L rampe à la verticale sur des chenilles aimantées, collé à un bout de coque, dirigé à distance. Ce robot soudeur, nom de code: Charman, a commencé à tirer des cordons de soudure aux chantiers navals de Saint-Naz fin avril. Selon le site de l'Institut Jules-Verne, ça améliore la productivité du soudage de 50%. Mais selon l'ingénieur qui l'a conçu, il travaille «moins vite qu'un homme, mais s'arrête moins

souvent» (Ouest-France, 18/04). On le dit autonome mais en fait il est piloté par un vrai soudeur. C'est de la «cobotique» c'est à dire cette science où «le robot coopère avec l'homme». Pour le moment, cette machine coûte entre 600 000 et 800 000€ la bête. Difficile de faire le décompte entre l'économie d'échafaudage et d'accidents d'un côté et l'investissement et la future maintenance de l'autre, d'autant

que ça reste un «cobot», une machine couplée avec un vrai opérateur homo sapiens. Mais compte tenu du salaire moyen d'un vrai soudeur, version hominidé, dans le secteur de la navale, il faudrait bien plus de 15 ans d'amortissement à ce brave robot pour rivaliser avec ces salauds d'ouvriers qui d'accord soudent plus vite mais font des pauses de feignants tout le temps... ■



Plus vite chauffeur

L in-dis-pen-sa-ble mix entre l'appareil à raclette et presse panini, Toastap®, médaillé au concours Lépine, ne coûte que 199€. Ca chauffe des chips, des bouchées façon croque-monsieur. La presse s'émerveille: «Innovation. On le pose où on veut» (Ouest-France, 10/06). «Tout cuire sans se lever pour aller au four» (Presse-0,09/06), parce qu'avant, «galère... vous n'êtes pas avec vos invités», détaille le site voué à

l'ustensile chauffe-gri-gnote. Fini, l'enfer des apéros à crapahuter des kilomètres entre le salon et la cuisine, et parfois «les bouchées brûlées [qui] finissent à la poubelle». Maintien de la petite, réduction de la poubelle, ce gadget met fin à l'éprouvante épouvante de la vie. ■

Dans quelle étagère

Pharma petits bras

AU CHU, le transfert des médocs de la pharmacie centrale de l'hosto à 300 unités de soins est progressivement confié, depuis fin 2017, à trois robots (www.techopital.com, 20/03) Si les trois auxiliaires automatisés ont coûté 800 000€, avec leurs petits bras équipés de pinces, de ventouses et de caméras scannant les dates de péremption les plus courtes, ils ne stockent pour l'instant qu'un millier de références de médocs. Si ces automates à roulettes doivent «supprimer le risque humain de mauvaise cueillette de médicament», ils aideraient aussi à détecter la contrefaçon de médocs. On en déduit que jusqu'ici, l'homo sapiens, en blouse blanche, trop niais, ne parvenait donc pas à repérer les fausses pilules. Les vraies pilules protestent. ■

Planche à dessin

FUTÉ, voire affuté, un «éditeur d'objet» s'est garé pas loin du Belem, amarré quai de la Fosse. Et là, blam! Révélation: ce Nantais perçoit le manque

de la civilisation post moderne à la nantaise: une planche à découper en forme de coque de navire. Et hop, il fait plancher une designer qui pond un bout de bois en forme de coupe de canote. Même Le Monde (16/12/2017) en a parlé. Le grand modèle (48 par 37,5cm) en hêtre vaut 89€. Le concept est tellement original qu'il faut prévenir le conconsommateur qu'une planche est dotée d'une tranche: «L'épaisseur de la planche permet de la ranger debout sur la tranche, ainsi son encombrement est extrêmement faible.» Une vraie histoire à tenir debout. ■



Blaireauphobie

Ouest-France, le 18 avril 2018
Il est sans abri. C'est dommage. Il s'est mêlé à une manif qui passait par là. C'est ballot. Il a traité les flics de « bande de blaireaoux ». C'est pas gentil pour les blaireaoux. Interpellé, le dangereux criminel a gueulé : « Puisque c'est ça, je vais combattre pour Daech ». C'est pas malin. La justice a cogné. Apolo du terroro, six mois de taule. Dont deux ferme. C'est cher payé, mais ça lui offre un abri.

Signe Toreau, ascendant couleuvre

Presse-Océan, 7 juin 2018
Les habitants du quartier du Clos-Toreau ont la nette impression que la coconstruction, c'est de la couleuvre avalée à coup de bulldozer et que l'urbanisme participatif à la nantaise se fout de leur gueule. Opposés mordicus aux aménagements imposés par Nantes métropole et commencés sans concertation (réunion annulée, reportée après le lancement des travaux), ils ont pétitionné : 422 signatures pour 410 logements. Ça c'est de la copétition.

Jargon de quartier

Presse-Océan, 7 juin 2018
Le quartier Nantes Nord Est subit le jargon techno qui annonce déconstruction (114 logements), requalification et résidentialisation (deux tours à retaper). Pourquoi pas dire foutrenlairisation, relooking et lifting à coups d'arbustes et de nouvelles boîtes aux lettres ?

Bébé relou

Ouest-France, 24 avril 2018
Le culturisme, c'est disgracieux pour les deltoïdes et les ischio jambiers. Les jeunes mamans ont un autre plan : pousser leur poussette, avec l'asso Free Athlete, ses « courses à pieds, en petites foulées », landau en avant, à la queue leu leu. Après la ponte, mieux vaut un bébé patapouf et bien lourdingue pour revenir plus vite en forme.

Zozote

Écho de la Presqu'île, 30 avril 2018
Matières dangereuses ou pas, pas de prime de risque pour les chauffeurs routiers. Ceux de l'entreprise transports Lorcy, basée à Donges, ont fait grève deux jours fin avril. « Qu'on transporte de l'azote ou des patates, c'est pareil » Et les patates azotées ?

Règle de trois

Presse-Océan, 6 mai 2018
La statistique laisse perplexe : « Un enfant de trois percuté en ville ». Voilà ce qui arrive avec les mêmes nés d'un mariage à trois. Ou alors c'est juste un chauffeur livreur qui a shooté du pare-choc un loupot de trois piges. Le choc l'aura mené à l'hosto. Aucune nouvelle du pare-choc.

Sous quoi

France Bleu, 2 mai 2018
L'affrontement est sans merci. Tramway contre piéton sans blindage. La pratiquante du pédibus s'est retrouvé coincée sous les roues. « Selon la TAN, elle serait tombée juste avant l'arrivée du tram mais n'aurait pas été percutée. » Bon, la victime va bien, merci. Mais « une autre personne, sous le choc, a été accompagnée chez elle par les secours ». Coincée sous le tram, passe encore, le plus traumatisant c'est de rester sous le choc.



Manque pas d'air, le pétroleur Total se tuyaute souple

Trop cher, l'environnement. Les raffineurs contournent officiellement à Donges. Une seule règle, l'auto-dérégulation.

LES règles ? Mais on s'en tape. Micro-entreprise artisanale pétrolière un peu gênée aux entournures financières, Total ne s'est pas gênée pour demander à la commune de Donges une dérogation aux pénibles règles européennes pour la sécurité de la raffinerie. La directive européenne IED (*Industrial Emissions Directive*) oblige cette installation classée à s'équiper contre les risques environnementaux des émissions de composés organiques volatils et de benzène. Mais ces contraintes et sujétions bruxelloises, c'est pénible, et surtout chérot. Chez Total, on préférerait ne pas. La règle du libéralisme, c'est le laisser-faire, contre l'autorité arbitraire et absolutiste d'une Europe qu'on croyait moins hostile aux dividendes.

Modernisation outlaw

L'avis municipal demandé au passage a des airs de petits besoins dans un violon, l'État décidant finalement pour la raffinerie de ne pas finasser et de s'asseoir sur sa propre loi. « Afin de se conformer aux exigences européennes, l'entreprise Total a souhaité s'engager dans la modernisation de son site », note pourtant à l'inverse le communiqué préfectoral annonçant l'enquête publique. Moderniser, c'est s'asseoir sur les règles désagréablement contraignantes.

Cette dérogation à Donges, c'est combien d'économies ? Mystère et boule de mazout. Les seules estimations pour la mise aux normes en question émanent de Total et sont totalement floues, forcément, et pas très crédibles, oscillant entre 7,8 et 31,8 millions d'euros ! Dépense totalement inutile de toute façon pour les chefs raffineurs, qui ont diagnostiqué eux-mêmes comme des grands un « niveau de risque en dessous des normes autorisées ». Chez Total, on sait quand une loi est inutile.

Les adjoints ne marchent pas

Conseillère municipale d'opposition à Donges, Christine Misin a refusé de voter : « Cet avis ne sert strictement à rien, sinon laisser croire que la démocratie existe, car in fine, c'est l'État qui décide, de la même façon que c'est l'État qui permet de déroger aux directives européennes relatives à la protection de l'environnement. » Le 24 mai, la municipalité s'est déclarée finalement très légèrement favorable

à l'entourloupe de Total, avec 9 votes pour dont le maire, face à 5 votes défavorables mais aussi 11 abstentions et trois refus de vote. Cette radinerie de la multinationale, quatrième groupe mondial, arrive juste après un épisode où Total montre qu'il ne manque pas d'air. Le 21 avril dernier, fuite dans les tuyaux de la raffinerie. La Loire Inférieure de l'Ouest et le Morbihan en prennent plein les naseaux. C'était quoi ? Silence radio. Vapeurs d'essence et un peu de gaz butane, dira un mois plus tard Total, décrétant après coup, la main sur le cœur de métier, « l'absence d'impact sur la santé de la population et de l'environnement ». Une soupape déclenche une alarme qui « n'a pas été interprétée comme un signe de dysfonctionnement », la fuite a donc perduré de 4h du mat à 9h30, malgré l'alarme. C'est rassurant. La raff édite régulièrement des avis d'excuse pour des émanations, nuisances, gênes, « épisodes d'odeurs », « désagréments olfactifs », y compris des « odeurs caractéristiques de type "choux" » quand la raffinerie traite des boues huileuses.

L'Europe carcane

Avec les contraintes européennes, Total s'affirme délibérément dans les choux. Faut comprendre la firme, pauvre petite chose qui affiche pour 2017 un bénéfice net de 8,6 milliards de dollars (plus de 39 % vis-à-vis de 2016). Ce qui donne des arguments pour réclamer d'assouplir le carcan : « Les coûts d'investissements et/ou opérationnels calculés pour le traitement du benzène provenant des appointements apparaissent disproportionnés au regard du bénéfice environnemental » et donc « l'investissement nécessaire pour la mise en place d'une unité de récupération des vapeurs d'essence ne nous apparaît pas économiquement justifiable ». Ben voilà. Chez Total, pas de projet aventureux : « Sur le plan financier, Total veut par ailleurs maintenir sa discipline en dépit de l'amélioration de l'environnement [économique cette fois] et vise plus de 4 milliards d'économies cette année. "On maintient tous ces programmes d'économies malgré la montée des cours du brut", a confirmé le PDG Patrick Pouyanné. » (AFP, 08/02) Pour une boîte comme Total, s'assumer hors la loi dans ce monde de brut, ça a une certaine gueule. ■

Christophe de Margegrise

Les fantômes de la raff

Vieilles tuyauteries clandestines, contrôles inconnus au bataillon...

LES inspecteurs de la Dréal, la police de l'environnement, ont trouvé la raffinerie un peu négligée, relevant « de nombreux désordres dans les racks, fondations, et les cuvettes de rétention n'ont pas fait l'objet d'actions correctives dans les délais prévus. » Idem pour les fondations des bacs. Autant de désinvolture qualifiées de « manquements majeurs » à la sécurité, dans une raffinerie sillonnée de tuyaux fantômes. Le 29 août dernier, rappelle le site d'investigation *Mediacités* (08/03), la Dréal a adressé aux raffineurs de Donges une « mise en demeure » de respecter les règles de sécurité dans un délai de six mois, épinglant le fait que tous les tuyaux de la raffinerie ne sont pas recensés, spécialement les « tuyauteries interunités ». Certaines ont beau faire 61 cm de diamètre, et trimballer

du pétrole à plein tube, elles ne sont pas dans les tablettes. Pour l'administration, elles n'existent pas. Pas très bien tenu pour une installation à haut risque. Et carrément insuffisant « pour le contrôle de l'état (modalités, fréquence, méthodes) de certains équipements suivis au titre des risques liés au vieillissement » de ces tuyaux et réservoirs. Pas de trace non plus de contrôles effectués par l'exploitant Total sur ces tuyaux inconnus. Mais on se rassure ne lisant le rapport annuel du groupe qui « s'impose le plus haut degré d'exigence en matière d'environnement [pour] améliorer la performance environnementale des installations et des produits. » « Pour vous, notre énergie est inépuisable » dit le slogan de Total. Sans doute lire l'énergie à contourner les règles. ■

Huggy Lévieux-Tuihot



Bling blong blank

PALAIS de justice : y a des machins dans les tuyaux. Des quoi ? En ouvrant la trappe de visite du moteur d'un extracteur de fumée qui brinqueballait de « bruits métalliques anormaux », ploum, c'est vide grenier : l'ouverture fait « découvrir la présence d'un tournevis, d'écrous, de cavaliers pour les tiges filetées des faux plafonds » (*Presse-O*, 05/05). On approche de la poésie des enclumes partant en fumée. ■

Coke en stock

FIN de la filière charbon en 2022, a dit Macron. Sauver Corde-mais ? Sur place, les partisans d'une solution dite alternative espèrent limiter à 40 % de charbon, mixé à des déchets verts, le combustible alimentant les brûleurs de la centrale. Blacklisté mais pas trop. Rien à voir avec les préconisations des sommets environ-

nementaux et les rapports récurrents des experts qui préconisent l'urgence d'un arrêt complet du recours aux ressources fossiles, le charbon en premier. Si on se réfère au tonnage de charbon cramé bon an mal an à Corde-mais, ça ferait quand même entre 500 000 et 800 000 tonnes par an. Houille houille houille... ■

Ca va dépoter

NANTES créé de l'emploi. Pour la propreté, contre la sauvagerie. Dès janvier 2019, une « brigade verte de cinq agents assermentés sera créée spécifiquement pour lutter contre les dépôts sauvages ». Pour sermonner les salopots, mais aussi leur coller des amendes à 68€. Pourquoi ne pas former une équipe de dresseurs pour apprivoiser ces dépôts sauvages ? ■

C'est du propre!

C'EST fou cette obsession de la propreté gestuelle : Nantes lance une « campagne de sensibilisation aux gestes de propreté », vouée à « responsabiliser tout un chacun et inciter au geste citoyen ». Les propres-à-rien apprendront à ne pas cracher par terre en se lavant les dents dans la rue. Le

15 septembre, le *Clean up day* (slogan : « Nettoyons la planète en un jour ! ») se décline en journée citoyenne de la propreté à la nantaise, où chacun fera le tri de ces crottes de nez. Les 364 autres jours, c'est crado day. C'est à ça qu'on reconnaît une ville tolérante. ■

Le stade ultime du grisbi

Dehors le populo, ce pénible manque à gagner des tribunes.

ALERTIE disparition/enlèvement. « Dans les stades, les classes populaires disparaissent » (Presse-O, 12/05) : le tarif des places de foot dissuade la plèbe, dit l'économiste du sport Pierre Rondeau qui dénonce l'aseptisation et la gentrification des stades. À Nantes, un abonnement en tribune présidentielle vaut 1190€. Bien au-dessus de la moyenne nationale. Le summum, c'est 3150€ au PSG, puis 1250 à l'OM, et Nantes est bon troisième des abonnements les plus chers avec 1190€ l'année. Ailleurs, c'est plus raisonnable : 840€ à Nice, 730 à Saint-Etienne, 720 à Rennes, 575 au SCO d'Angers. À l'inverse, au bas de l'échelle sociale et de celle des tarifs, les abonnements les moins chers sont à Montpellier (80€ par an, quatre fois moins qu'à Paname), bien moins que Troyes, Guingamp, Caen, Rennes, Saint-Etienne, Bordeaux et Amiens (160€), ou Nantes à 165€ (selon le site statista.com pour la saison 2017-2018). Le business se fait plus avec les loges présidentielles et les places VIP qu'avec les gradins debout au-dessus des buts. Le pipole mieux que le populo.

Place aux rupins

Nouveau stade, nouveau business plan. Les places à gros rapport, c'est le must d'une billetterie tournée vers le chiffre d'affaires et la clientèle d'affaires, pas les loquedus juste amateurs de foot. Yellopark l'a bien pigé, projetant de passer les loges à 3500 places, contre 1200 actuellement. L'idéal serait de virer ces gagne-petits des stades, une chaîne télé à péage se char-



geant de leur soutirer un peu de sous dans le canapé de leur livigroube. Parce que le tarif des popus « pourrait augmenter, de 10 % maximum », annonce Walde- mar Kita, alors que M^{me} Rolland répète lors de cette présentation conjointe en septembre 2017 : « Je suis très attachée à la dimension populaire du stade », ce qui fera une belle jambe aux supporters, l'opérateur privé d'un stade privé n'ayant aucun compte à rendre sur le prix des places. « Un contrat oral n'a aucune valeur juridique » note Pierre Rondeau.

Very important pipole

Les normes de l'UEFA niveau 4 (le niveau au-dessus de La Beaujoire) prescrivent des surfaces commerciales pour transformer le supporter en consommateur. Or ce niveau 4 serait atteint avec deux modifs, instaurer un

système informatisé pour les entrées du public et remodeler la salle de presse. Le très instructif guide l'UEFA pour des stades de qualité* insiste : « Les stades devraient être élaborés de manière à maximiser leur potentiel commercial en intégrant une large gamme d'installations et d'utilisations » en soulignant l'importance de « la vente de places VIP, de loges d'honneur et de packages d'hospitalité [tickets pour des matches incluant resto, parking, cadeaux, animations...] ». Autre conseil : « Les réalités commerciales imposent d'accroître au maximum le temps et l'argent dépensés par les spectateurs et les visiteurs lors de leur passage », poussant par exemple à « ouvrir des bars, des restaurants et d'autres services pour encourager les spectateurs à dépenser plus d'argent sur place ou d'exploiter les possi-

bilités destinées aux VIP, comme les loges d'honneur privées et les services de restauration de luxe ». Autre source de revenus : « Les installations de stationnement du stade, qu'elles soient destinées au grand public ou aux VIP, peuvent générer des revenus substantiels les jours de matches, du fait de la possibilité de fixer des tarifs élevés. » Il manque à Kita et Joubert l'audace d'adopter l'idée suggérée par l'UEFA : « Certains stades proposent désormais des salons funéraires, des jardins du souvenir ou même des cimetières (p. ex. la Hamburg Arena). Il existe en effet des supporters qui aiment tellement leur équipe qu'ils demandent à reposer, après leur décès, dans un lieu qui a joué un rôle particulier dans leur vie. » À Nantes, la Brigade Loire a déjà manifesté contre les tarifs exagérés, utilisant l'arme de la grève de l'ambiance, faisant silence dans le stade, plombant l'enthousiasme et le soutien à l'équipe. Son dossier de 111 pages critiquant Yellopark et prônant la rénovation de La Beaujoire insiste : « Contrairement à ce qui a été avancé par Yellopark lors de la concertation, l'affluence est davantage tributaire de la politique tarifaire, des résultats du club ainsi que du spectacle proposé sur le terrain, que du soi-disant vieillissement du stade. Elle est complètement indépendante de la construction d'un nouveau stade, les chiffres au niveau européen le démontrent. » Kita ne va quand même pas tenir compte de ces désagréables supporters qui payent si peu cher l'entrée au stade. Des working class zéros. ■

Bernard Tapinambour

* Guide l'UEFA pour des stades de qualité, juin 2014, 160 pages.

Gain de place À ce tarif-là...

Assis, debout, mais pas couché. Des supporters gérant les choix tarifaires, ça existe.

DANS les années 1990, des aficionados prolos des clubs anglais ont bataillé contre le foot business, bien décidés à « endosser un autre rôle que celui de simples payeurs passifs », rappelle Michael Correia, journaliste auteur de *Une Histoire populaire du football**. Outre l'actionnariat populaire rachetant les clubs en déroute financière, ou les clubs gérés en coopératives, ils ont mis le tarif des gradins au cœur de leurs préoccupations. Le Club d'Exeter City a été sauvé de la faillite, racheté en 2003 par ses



supporters qui définissent alors eux-mêmes les prix des places et

des abonnements. Des exceptions. Les stades, devenus « centres de profit », sont faits pour les gens qui ont les moyens de raquer. Les tarifs maintiennent un apartheid social qui évite les mélanges de classe. De 1990 à 2011, le prix des places les moins chères au stade de Manchester United a explosé de 454 %. Ne reste aux prolos que le pub pour regarder la chaîne payante Sky. En 2005, des protestataires créent un club dissident, le FC United, qui évolue en ligue régionale, fixe l'abonnement de saison « à 100 livres, mais chacun paie selon ses moyens. En 2009, les abonnements ont même été proposés à prix libre ». Au mythique Sankt Pauli de Hambourg, club antiraciste, antisexiste, et antifasciste, les ultras sont particulièrement vigilants face à la dérive mercantile de leur club. Et « les supporters sont parvenus à imposer que, à l'issue de la restauration du stade, le Millernor compte davantage de places debout (et donc à bas prix) que de places assises. » À quand l'entrée au stade nantais à prix libre ? ■

* éd. La Découverte, 408 p., mars 2018

Zaciste, moi jamais !

Johanna Rolland fait son ZACuse, sauf pour La Beaujoire.

COUPE de sang médiatique de M^{me} Rolland contre le projet de loi jupitérien Elan adopté en première lecture par l'Assemblée nationale. Malgré le tollé des associations, cédant au lobby du bâtiment, le texte réduit de 100 % à 10 % le taux de logements neufs accessibles aux handicapés. La bourgmestre

nantaise proclame fièrement qu'elle maintiendra ce taux de 100 % aux bailleurs sociaux et aux promoteurs privés « dans les projets urbains sous maîtrise publique (notamment en ZAC) ». Elle se sert donc de la ZAC (zone d'aménagement concerté) comme d'un étendard électoral pour afficher sa différence

avec ses camarades macronistes mais zappe carrément la ZAC pour le Yellopark, la procédure nuisant trop aux intérêts bien sentis du duo Kita-Joubert. Qui font motus sur le nombre de logements accessibles dans les 1500 prévus à La Beaujoire. Faudrait pas que ça handicape le beau projet. ■

Tagadac tagadac

● Preuve par quinze

L'appel à projet des 15 lieux à réinventer, avec 81 projets d'associations soumis dont 40 d'emblée récusés par la Ville, a produit ses effets pervers. La mise en concurrence des 41 projets retenus a poussé chacun à investir en frais de com pour mener campagne : flyers, créations visuelles et logos, campagnes de boîtes à lettres et par courriel, documents de promo. Ce qui transforme les propositions d'asso en compétition sanctionnée par un vote « citoyen » qui n'a mobilisé que 7015 votants et copains. Il y a même un recours au tribunal administratif du Cobadou, collectif des bains douches qui a évité que la cheminée ne soit décapitée en 2008 et n'a pas été retenu sur la short list des cinq candidats.

● Pipi de Chatelaine

Réparé après incendie, le passage de La Chatelaine ne rouvre qu'avec deux commerces et cinq locaux commerciaux vides. Le proprio de la galerie confie avoir « beaucoup travaillé sur la luminosité de l'ensemble de façon à créer un sentiment de sérénité et d'envie d'y circuler ». Ce sentiment de désir de circulation est risqué. L'envie pourrait se réduire à : Circulez, y'a rien à voir.

● Lance-pierrisme sans peine

Pour le divertissement de rue #Carrementbiscuits, Nantes métropole a joué avec le feu en installant place Bretagne une fête foraine « version cyberpunk » avec « initiation aux patins à roulettes, tir au lance-pierres et épreuve du marteau » (Presse-O, 25/05). Patins, roulettes, passe encore, mais peut-on laisser le savoir-faire casseur se dispenser sans formation encadrée ? Un CAP, un BTS, sinon rien !

● À en perdre la tête

Âmes sensibles, ne lisez pas l'histoire gore de ce brave homme décapité. Ouest-France insiste, ressasse trois fois la scène du crime : « Le corps de ce sexagénaire était dans la maison, la tête dans le jardin » (31/05). Avec une infinie finesse du commentaire : « Selon toute vraisemblance, il s'agirait d'un acte de nature criminelle ». Sans déconner ? Tout faux. Mort naturelle révèle l'autopsie. La tête arrachée, c'est le chien du monsieur, avec qui il vivait seul. C'est ça le vrai drame : les morts ne nourrissent plus leur clebs.

● Le feu couve, couvre-feu !

Le 13 avril, Nantes métropole a débloqué 6500€ pour adhérer à l'association nationale d'élus « Ville & aéroport », opposée mordicus à la privatisation d'Aéroports de Paris, donc à Vinci... Quelle hargne subite ! Puis « Ville & aéroport » a soutenu à Francfort l'extension du couvre-feu entre 22h et 6h du mat. M^{me} Rolland cherchait justement une bonne méthode pour calmer ses quartiers populaires.

Uniformisation La police, son affaire personnel

Effectifs, renforts, une obsession rollandesque.

M^{me} Rolland a vu M. Colomb le 7 mai place Beauvau. «Le ministre de l'Intérieur s'est engagé à attribuer plus de moyens de police à Nantes» (Presse-O, 12/05). Johanna Rolland en veut toujours plus. Candidate aux municipales, elle «salue l'équipe actuelle [dont elle fait partie] pour sa "politique sécuritaire positive"» et clame: «J'interpelle l'État au sujet des effectifs de terrain». Un leitmotiv. Une fois élue, «Johanna Rolland se félicite du renfort de 54 policiers» (Ouest-France, 05/03/2014). Neuf mois plus tard, c'est insuffisant: «J'ai demandé à l'État le renforcement exceptionnel des effectifs de police» (20 minutes, 04/12/2014). Et ça marche: «Une centaine d'hommes viennent soutenir les effectifs de la police nationale à Nantes, après plusieurs épisodes de violences dans les quartiers» (LCI, 11/12/2014). Ca, c'était en 2014.

«Renforts de police: Johanna Rolland interpelle Manuel Valls» (Ouest-France, 29/10/2015). Puis la ville de Nantes recrute «vingt nouveaux policiers municipaux, qui viendront s'ajouter aux 95 existants» (Ouest-France, 24/03/2016). Municipaux, nationaux, elle n'en a jamais assez. «34 policiers des forces mobiles ont ainsi été détachés à Nantes du 1^{er} au 9 septembre 2017 pour patrouiller dans les rames et sécuriser la place du Commerce». Johanna Rolland réclame à nouveau à la préfecture. Bingo: «L'État a confirmé l'arrivée de 60 CRS supplémentaires à partir du 19 septembre, dans le cadre d'un plan de sécurisation renforcée.» (nantes.fr, 08/09/2017).

Février 2018, le plan police de sécurité du quotidien de Colomb fait de Nantes une des villes pilotes. Malakoff, Bellevue et les Dervallières, rebaptisés «quartiers de reconquête républicaine» recevront «des effectifs spécifiques d'ici à janvier 2019» (Presse-O, 08/02), soit 15 à 30 flics de plus par quartier. Aucun rapport à chercher avec le meurtre d'Aboubakar Fofana, un 3 juillet et le rapport de l'IGPN, fin juin, relevant qu'en 2017 des policiers ont fait feu 394 fois, 54% plus souvent qu'en 2016...

C'est pas tout: opérationnel depuis mars, le CSU (Centre de supervision urbain) de vidéosurveillance qui scrute 139 caméras de la métropole ouvre avec un effectif de 17 agents. En ville, on se demandera bientôt qui est cet intrus, dépositaire de rien du tout, ni pistolet ni force publique, perdu au milieu des flics qui patrouillent en ville. Un habitant égaré. Ces gens-là se croient tout permis. ■

Aloysius XXL Pendergast

Complètement quoi

Carrière Misery, samedi 23 juin: beau temps, soleil, mais pas foule au pied de la falaise et des échafaudages. Complètement Nantes n'affiche pas complet, sauf en vigiles, médiatrices, sécu, bénévoles



Uruguay & fines zerbres Cœur de pierre

Complètement creux, le cœur-caillou miraculeux...

CONFÉRENCE mystique à Orvault autour de la «pierre d'Uruguay». L'article vantant les mérites du caillou creux à miracles (Ouest-France, 08/05) s'est un peu gouré: malgré la photo et la citation, le découvreur de la pierre, l'Uruguayen Laires Luciano Lucas, n'a pas pu donner cette conférence: il est mort en 1981. Un Français, Michel Almeras, s'y est collé. Mais sans recoller les deux morceaux du caillou cassé. À l'in-

térieur de l'agate, des gribouillis en quartz, présumés surnaturels, font fantasmer mystiques, magnétiseurs et mediums. Chacun y retrouve ses lubies, croit lire messages cathos, grigris musulmans, écriture hébraïque, inscriptions runiques. En regardant bien, certains ont repéré la disposition des statues de l'Île de Pâques. Chaud en permanence, ce caillou ferait vibrer les mains, pleurer les gens, prédire le futur, guérir les bobos. Et même des miracles. Mais il ne donne pas le tiercé gagnant, ne fait ni brosse à dent lyophilisée ni chapeau de cow-boy réfrigérant. Très surfaite, la caillasse. ■

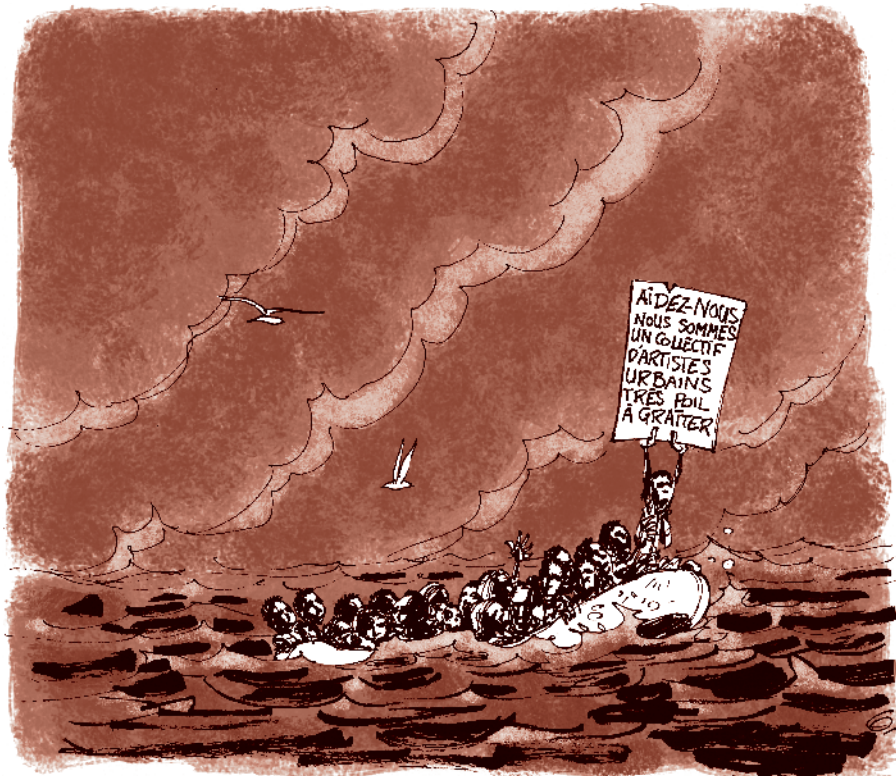
Inflation de carriéristes

EN plusieurs visites, à divers moments de la semaine, Lulu a trouvé les allées bien vides. Complètement Nantes, la grand messe de com' de Nantes métropole annonce 74 222 entrées à la carrière Misery, sans distinguer les «vrais» visiteurs des nombreux ramautés pour faire chiffre. «Beaucoup de réunions officielles en présence d'élus, de conférences de presse d'opérations de communication (Web2day, CityLab, MIN, Conseil de la nuit, soirée

Nouveaux Nantais), y ont été délocalisées», signale un salarié de la métropole. Un jour trois centaines d'agents et cadres de la direction des sports. Des réunions et séminaires (direction communication, urbanisme..) déplacés au pied de la falaise. Bénévoles, musiciens, animateurs, prestataires, agents de sécu ont ils été comptés? Faut bien gonfler l'affluence d'un événement proche des 2,5 millions d'euros, mais sans entrée d'argent. ■

À poil, les artistes immobiliers! Transfert de fonds

À Rezé, sur le site des anciens abattoirs, le poil à gratter grassement subventionné prépare le terrain aux promoteurs.



EN attendant que les engins de chantier viennent y cloquer 3300 logements, le terrain des anciens abattoirs a été confié, avec de gros chèques et d'autres à venir, à l'association Pick Up. Sur trois des douze hectares en attente de bulldozers, le projet s'appelle audacieusement «Transfert», niant la malédiction d'une dénomination frappée d'un syndrome aéroportuaire aussi local que fatal.

«Durant cinq ans, ce lieu de transition portera une réflexion artistique sur la ville de demain. Hors de question pour autant d'être une sorte de prestataire des futurs aménageurs, assure Nicolas Reverdito, directeur de l'association. Nous serons peut-être même leur poil à gratter» raconte-t-il sans rire au *Moniteur* (15/06), le journal du bétépé triomphant.

Pick hop la boum

Jusqu'ici, Nicolas Reverdito a plutôt caressé sagement le sens du poil. Son asso Pick Up gère déjà les murs à graff légalisés de la Ville : sur ces panneaux, c'est de l'art, autorisé, cadré ; à côté, c'est de la dégradation, passible des tribunaux. Plus porté sur la subvention que la subversion, Pick Up manage le festival hip hop au Lieu unique depuis 2005, monte de faux squats pour le Voyage à Nantes*. À la demande du promoteur Cogedim, il fait peindre une dizaine de graffeurs dans l'ancienne prison** avant que les démolisseurs fassent place nette au vrai projet en béton défiscalisé, entre 4500 et 5300€ le mètre carré, «exceptionnelle opportunité d'investissement patrimonial ou locatif haut de gamme» selon le promoteur.

Lors de la conférence de presse présentant Transfert, coincé entre les maires de Rezé et Nantes, Reverdito n'a pas fait son rebelle. Il veut «continuer à faire de Nantes une ville culturelle comme on la connaît», mais aussi «participer à l'évolution du territoire», voire «participer sur le vivre ensemble et la ville de demain». Sa recette gratant au poil : comptoirs à bière et à tambouille trop cool, baladins et amuseurs, cirque, théâtre ou

danse, et des «événements plus insolites» : concours de bras de fer, tournois de pétanque, karaokés...

Vade retro

Comble du poilàgrattisme, cette animation de friche fait dans l'inédit : «Une place publique, un bar, un restaurant, une conciergerie, des ateliers d'artistes, des boutiques et échoppes éphémères». De vieux conteneurs recyclés, un remorqueur installé à sec, un crâne de bœuf toboggan pour mômes. Ambiance rétro, babyfoot, atelier vélo, fabrication de chaises, aérobic ou hula hoop, stand de relooking maquillage, DJs, tatoueur. Chapiteaux et animations club de plage se la jouent entre kermesse foraine et zad institutionnalisées (comme la fausse cabane en bois de récup sur le quai de la Fosse ce printemps).

Le projet gratte à poiler bénéficie de 2,6 millions d'euros de Nantes métropole pour 2018. Le promoteur Cogedim Atlantique offre 300000€ au budget, idem le Crédit agricole mais ces «mécènes fondateurs» font aussi des apports indirects : «deal de mécénat avec des boîtes de BTP pour Cogedim, mise à dispo de TPE par le Crédit Agricole par exemple» explique Pick Up à Lulu. Un budget de 5 millions en 2018 intégrant quelques «recettes propres liées à l'activité». Selon ce que verseront collectivité, banque et promoteur, Pick Up table sur 2 à 3 millions les années suivantes. Soit d'ici à 2002 un pactole escomptable global entre 13 et 17 millions pour amuser l'immobilier.

L'octroi de cette manne à l'asso Pick Up est défini dans la convention avec Nantes métro comme un «projet d'animation du site des Abattoirs, en vue de la création de la ZAC Pirmil-les-Iles et du projet urbain en devenir», qui «s'inscrit dans une démarche singulière de requalification et d'appropriation d'une friche urbaine, à l'instar de quelques grandes métropoles françaises et européennes (Paris, Marseille, Berlin, Hambourg...)». Très subversif comme on peut voir, surtout si on intègre l'objectif non dit d'empê-

cher la réoccupation d'un lieu en friche qui risquerait de compliquer le futur chantier.

Corps expéditionnaire

L'ordonnateur en chef a beau se proclamer poil à gratter, ce que des sociologues appellent un «urbanisme transitoire» accompagne sans ambiguïté un projet immobilier. Une histoire connue dans d'autres villes : les squats alternatifs se voient rejoints par des artistes, dont les plus dociles ou les plus affamés sont amenés à rester, sous un régime de bail précaire et de convention d'occupation temporaire. Les chercheurs ont démontré ça des paquets de fois : ces artistes underground — mais de moins en moins au fil du temps — empêchent la réinstallation de squats marginaux et servent d'éclaireurs pour la mutation du quartier. Ces collectifs quittent les avant postes d'une éventuelle contestation, pour se laisser normaliser, légaliser, instrumentaliser au sein des politiques de développement urbain.

Voilà l'artiste «pensé comme "corps expéditionnaire des gentrificateurs" (David Ley, *The New Middle Class*, 1996) ou "cheval de troie" du capitalisme dans les quartiers populaires (Sharon Zukin, *Loft Living, Culture and Capital in Urban Change*, 1982)», rappelle un blog analysant ces «gentri-friches»***. On passera en quelques années de l'illégalité à la branchitude, des squatters gérant leur survie aux galeries d'art tendance, avec une dose d'espace de coworking social et solidaire, des bouts de jardin bio, pour que les classes moyennes puissent progressivement se réapproprier le quartier débarrassé de ses va-nu-pieds. Poil au nez. La friche événementielle bien encadrée s'inscrit dans cette continuité de pratiques. C'est à la mode. De plus petite ampleur sur le quai de la Fosse, plus gros morceau sur le site des abattoirs. Poil aux bonnes poires. Les promoteurs immobiliers ont délégué aux amuseurs, via la collectivité, la transition sociale en douceur et la fabrique d'une image attractive pour leurs futurs acheteurs. Poil à lisser. ■

Melchior Buzier

* «So squat? T'occupe, c'est rien...», Lulu n°85, juillet 2014.

** Le baratin d'explication hésitait entre mystique et psychanalyse : «L'art populaire de la fresque murale ouvre des portes inédites et provoque le voyage intérieur. Une invitation à franchir les grilles, traverser la folie, vivre la saturation. Puis tenter l'évasion onirique et l'échappée belle.», www.pickupprod.com, août 2017.

*** *Friches & gentrification, une longue histoire*, Arnaud Idelon, 31 janvier 2018. <https://medium.com/>

Sature dans tous les coins

Cheviré bis, ter, etc.

Un nouveau pont, poil au pompon!

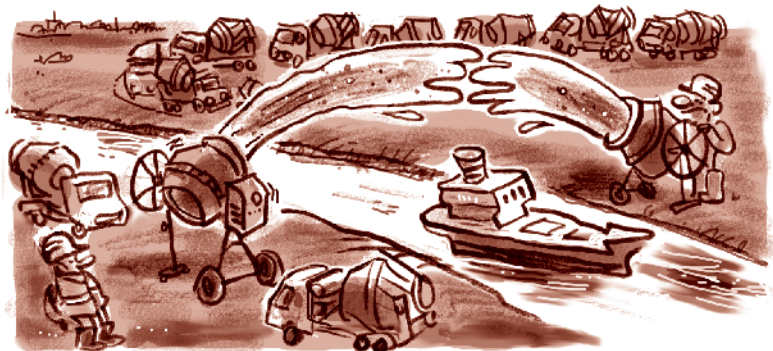
AVANT l'abandon de NDL, ses partisans réclamaient déjà à tue-tête un nouveau franchissement de la Loire pour se relier à la Vendée, le pont de Chevire étant «devenu une muraille bloquant la circulation et les échanges entre le sud et le nord de la Loire», dixit Bruno Retailleau*, alors encore président régional. Le Vendéen invoquait même l'absolument nécessaire «construction de deux nouveaux franchissements», soutenue par les meilleurs bétonneurs au département, à la métropole et du patronat**. Après le pschitt de NDL, réunis en un «parlement des territoires» chargé d'obtenir un max de flouze de l'État en dédommagement, les mêmes outragés du tarmac peinent à s'accorder sur le cahier des doléances et ses priorités, sauf sur un point : il faut d'urgence sauter la Loire face au «risque de thrombose du périphérique»*** engendré par le maintien de

Château-Bougon. Et «une seule possibilité, à proximité immédiate du pont de Chevire, afin de permettre les connexions avec le périphérique», assène Yann Trichard, l'un des meneurs de cette tribu. Une vieille lubie : Chevire à peine achevé en 1991, des voix réclament déjà plus de bitume. L'État botte vite en touche mais les collectivités menées par André Trillard dit Dédé la Trille, à la tête du département, lancent malgré tout des études en 2002, avant d'abandonner en 2008 devant l'ampleur (déjà) de la facture et des enjeux environnementaux. En 2016, Région et État relancent la énième étude des scénarios (pont, tunnel, etc.) annonçant «quinze à vingt ans d'études, de procédures et de travaux». Les cons, ça thrombose tout. C'est même à ça qu'on les reconnaît. ■

* *Ouest-France*, 22/09/2017.

** Communiqué, 27/06/2016.

*** *Presse-0*, 23/05/2018



Big, non!

Pompes réduites au silence

Supérette, station service et promoteur tombent à l'eau.

Au Bignon, 3600 habitants, le projet de centre commercial est abandonné, mais la municipalité s'obstine à lancer les travaux de voirie pour raccorder ce fantôme au reste du monde (*Presse-Océan*, 09/05). Un investissement public de plus d'1,4 million d'euros hors taxes (un quart du budget de la commune) de voirie, routes et parking, pour un projet purement privé. La zone commerciale est inscrite au Plan local d'urbanisme voté en février 2014. Mais après trois ans de tractations, le groupe Carrefour pres-

enti pour la supérette «structurante» lâche l'affaire en décembre 2017. Du coup, sans supérette névralgique, le promoteur qui prévoyait de rebâtir les commerces de proximité déclare aussi forfait. La station service envisagée en plein bourg ne se précipite pas non plus. Dommage, la municipalité lui avait déjà imposé le silence : «Nuisances sonores. La municipalité a sollicité l'aménageur pour que l'automate reste muet» (*Ouest-France* 14/12/2017). Les prochains pourparlers se feront en langue des signes. ■

Qui ça ?



Ont œuvré à ce numéro : Anis Mauresque, Yas, Jules de chez Smith, Pascale Hibrage, Nicolas de La Casinière, Sophie Nasri, Olli, Fred Crayon, Frap.

Directeur de publication : Nicolas de La Casinière.

N° ISSN : 1270-4911 - N° CCPAP : 0211 G 88321

La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lutte à Leuleu.

Tirée à 3250 exemplaires sur papier recyclé par

l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud,

30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.

Les textes publiés sont «copyleft». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur www.lalettrealulu.com

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : chèque à l'ordre de
Prénom : La Lutte à Leuleu
Adresse : 11 rue des Olivettes
..... 44000 Nantes
..... ou abonnement en
ligne via notre site (ci-
dessus) et via Paypal.
Courriel :